

DÉTERMINÉS JUSQU'AU RETRAIT !

Les manifestations du 6 avril ont une fois de plus été nombreuses, et ont rassemblé dans les rues des grandes villes, mais aussi des petites, des jeunes, des travailleurs, des retraités. De quoi faire trépigner le gouvernement, pour qui tous les moyens sont bons pour décourager ceux qui luttent : lacrymos, gardes à vue, menaces judiciaires contre des grévistes... Mais force est de constater pourtant qu'après onze journées de mobilisation, le mouvement est encore bien vivant.



Ils en sont malades

La veille du 6 avril, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon sur l'invitation de la Première ministre... Pour en ressortir après une heure de réunion. Visite chez une Élisabeth Borne qui avait annoncé par avance qu'il n'y aurait pas le moindre espace pour une négociation, sans doute attendue par les directions syndicales. Mais le gouvernement essaye maintenant de temporiser : il veut respecter la « convalescence » des travailleurs qui auraient à avaler la pilule de la réforme. Pour l'instant les manifestants sont en pleine forme, c'est le gouvernement qui est malade de nous voir toujours dans la rue !

Face à l'opposition qui continue de s'exprimer, le gouvernement a choisi la stratégie de la matraque. S'il espérait peut-être au début compter sur l'encadrement du mouvement par les directions syndicales pour contenir la colère, ou simplement sur la lassitude, il a changé son fusil d'épaule. D'autant qu'en plus des journées d'actions, les rassemblements spontanés de travailleurs en colère se sont multipliés après l'annonce du 49.3, avec des liens qui se tissent entre les secteurs en grève, qui se donnent mutuellement du courage pour continuer. D'où la peur du gouvernement des patrons, qui a durci la répression, les arrestations arbitraires, les réquisitions. Mais l'abus de pouvoir est parfois un peu trop visible : à Rouen, le tribunal administratif a décidé de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher, et à Paris des interdictions de manifestations ont été annulées.

Une seule réponse : la mobilisation

Pendant que Borne fait face à la grande muraille des mobilisations, Macron préfère partir visiter la Chine. Voyage diplomatique dont on retient surtout une petite phrase du genre de celles qui attisent la flamme : « Quel est le taux de gréviste depuis quinze

jours ? Il est à un niveau historiquement très faible. (...) Qu'on n'aille pas m'expliquer que le pays est à l'arrêt... » Son mépris habituel pour les travailleurs masque mal le malaise du président face à trois mois de mobilisation sur les retraites, auxquels s'ajoutent les nombreuses grèves sur les salaires qui témoignent d'une ébullition dans divers secteurs du monde du travail. Ébullition dont le patronat et le gouvernement craignent plus que tout qu'elle se généralise. Car c'est bien cette propagation de la grève qui pourra faire mentir Macron. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que d'autres pourraient les suivre. Et il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement.

Vendredi 14 avril, c'est au Conseil constitutionnel de donner son feu vert à cette loi. Il n'y a aucune illusion à avoir sur cette institution faite de vieux politiciens à la retraite. Pour mémoire, le dernier projet censuré par le Conseil était la proposition de taxer les très hauts revenus à 75 % sous le gouvernement Hollande. Le Conseil écarte les réformes quand on lui demande. C'est sous la pression que le mouvement réussit à mettre sur le gouvernement et le patronat que les « sages » du Conseil retoqueront peut-être deux ou trois éléments annexes, histoire de laisser entendre qu'on pourrait éviter le pire lors de l'application du projet de casse des retraites. Et Laurent Berger lui emboîte le pas, en annonçant sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel »... Mais nos vies valent plus que la constitution de la République !

Le 13, il faudra être encore plus nombreux que jeudi dernier en grève et en manifestation... Et le 14 on continue ! Si Macron et Borne n'ont pas compris, et font valider par le Conseil leur réforme déjà passée à coups de 49.3, la colère pourra monter encore d'un cran. Elle ira jusqu'au retrait !

Le 11 avril 2023

nouveaupartianticapitaliste.fr / continuer.npa.2022@gmail.com



Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA



[npanouveaupartianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveaupartianticapitaliste)



[NPA_NouvParAnti](https://twitter.com/NPA_NouvParAnti)